



Acquis sociaux

La difficile construction de notre quotidien

Gagner à vivre autrement, gagner une vie meilleure. C'est sur cette réflexion que nos droits sociaux ont été acquis. Ils sont le fruit d'un combat entre ceux qui détiennent tout et ceux qui n'ont rien. Cet empilage de droits conquis par les luttes a pour but d'obtenir la dignité et la reconnaissance de monsieur et madame tout le monde. Mais ces acquis peuvent également fondre si les personnes concernées ne prennent pas soin de les protéger. Imaginer que les nouvelles générations n'en n'ont pas besoin, qu'en bénéficier est un avantage voire un privilège, c'est accepter la déconstruction d'une protection sociale jusqu'à sa disparition.

Pour le patronat, il s'agit donc de faire admettre que tous les maux de notre société sont la conséquence de nos acquis sociaux. Tout un art.

Les précurseurs

Alors que les détenteurs des moyens de production ne cherchaient pas à ce que leur personnel puisse bénéficier de quelque avancée que ce soit, les salariés, au fil du temps, ont exigé de meilleures conditions de vie et de travail, impliquant la définition de bases revendicatives : congés payés, réduction d'heures de travail, interdiction du travail des enfants, retraite, assurance maladie, allocations familiales, statuts, conventions collectives... Ces améliorations n'ont jamais été simples à définir ou à défendre. Il fallait une dose de rêve, une dose d'utopie, pas toujours facile à faire partager à l'ensemble de la population. Ces précurseurs d'idées nouvelles étaient déjà chassés par la classe dirigeante. Ils allaient mettre les entreprises et le pays en faillite, enfin tels étaient les arguments déployés. Pour autant, c'est de ces luttes, car il a toujours fallu en passer par là, que le progrès social a permis d'améliorer le quotidien de tous.

La création des acquis sociaux

Pour que des avancées deviennent des acquis sociaux, il faut donc les gagner. Cela commence par des revendications qui seront à un moment donné partagées par un ensemble d'individus. C'est d'abord toute une réflexion sur des sujets de société qui va se transmettre par diverses formes de communications (débat, tracts, affiches...). Une fois formulées, elles devront prendre la forme d'« exigences », de réclamations. Parce que ceux qui les portent auront à « se plaindre » de leur situation, de leur vécu. Si aujourd'hui, l'expression « *Je n'ai pas à me plaindre* » est assez souvent émise, c'est que justement, d'autres se sont plaints avant nous. A l'exemple de certains usagers de la SNCF qui s'insurgent de ne pas pouvoir partir en vacances à cause des grèves, oubliant simplement que ce droit aux vacances a été gagné par les mouvements des générations précédentes.

A la CGT, nous pensons que le progrès humain, social, technique, technologique, scientifique... ne vaut que s'il est partagé par tous, c'est ce qu'ont exigé les générations antérieures et c'est à notre génération, aujourd'hui, de prendre le relais. La qualité de notre protection sociale en dépend, ne la laissons pas nous échapper.

Les multiples freins aux avancées

Alors qu'il est toujours reproché à ceux qui revendiquent de créer le désordre, voire les crises, bon nombre de personnes bénéficient de leurs luttes. Pouvoir se dire qu'on a des « droits » n'est pas un simple aveu. Faire respecter des droits c'est aussi se poser la question de leurs origines. Concernant le droit du travail, celui-ci fait souvent penser au code du travail, aux conseils de prudhommes, aux délégués du personnel...

Pourtant, malgré la légitimité gagnée par les salariés de défendre leurs droits, le pouvoir en place tente, parfois avec succès, de créer un clivage entre ceux-ci et leurs institutions représentatives. Car, qui, dans le monde du travail, se mobilise pour faire vivre les droits des travailleurs ? Qui évite que ceux-ci ne tombent dans l'oubli ? Combien de salariés, sous la pression exercée par leur hiérarchie, finissent par abandonner leurs droits ? Alors, à travers ces quelques questions, nous attirons l'attention sur l'idée propagée par les détenteurs du pouvoir, qu'ils soient politiques ou patronaux, que l'ennemi du progrès serait le « syndicaliste ».

De la construction à la... démolition

Cette inversion des responsabilités est une stratégie bien huilée des dirigeants. Rendre les salariés responsables de tous les maux, parce qu'ils relèvent la tête, parce qu'ils veulent être respectés. Leur faire admettre qu'ils coûtent trop cher et leur imposer de faire des sacrifices pour les plus « riches ». Mais dans leur discours, les riches ne se considèrent jamais comme des privilégiés. Non. Ce sont les travailleurs qui, en faisant valoir leurs droits sont considérés comme des nantis. A croire que les patrons envieraient la situation de leurs salariés !

De toute cette communication, il en ressort, aujourd'hui comme hier, qu'il faut trouver des « boucs émissaires » (immigrés, femmes, fonctionnaires...) et leur faire assumer les conséquences de cette politique menée en faveur des plus riches. Stigmatiser, celui ou celle, qui serait peut-être, un peu moins pauvre que le plus pauvre et ainsi considérer ses droits comme des privilèges de manière à les supprimer. Dans ce bel idéal capitaliste, il faudrait tout tirer vers le bas, ne plus rien réclamer, voire soutenir nos gouvernants dans leur basse besogne.

Si on y regarde bien, si on écoute attentivement cette belle coalition gouvernement / patronat, de quoi devrait-on se séparer : des congés payés, de la protection sociale, des statuts publics, des contrats à durées indéterminées (CDI), de la retraite, des déclarations d'accidents du travail, des maladies professionnelles, des augmentations de salaires, des 35 h, etc. Alors imaginons nos vies. Qu'aurions-nous à y gagner, les uns comme les autres ?

L'engagement syndical

Avoir une vision assez large pour anticiper demande de réfléchir à plusieurs et non de se positionner dans l'émotion du moment suscitée par quelque média que ce soit. La manipulation tourne à plein régime avec les nouvelles technologies de communications. Mais tout n'est pas bon à avaler. D'ailleurs, l'histoire démontre qu'à chaque grand mouvement social, les avancées obtenues par les salariés ont apporté des améliorations économiques. La perte d'engagement syndical s'accompagne de restrictions de droits et de moyens pour faire face au quotidien. Que ce soit en termes d'emploi, de santé, d'éducation, de sécurité...

Réclamer dans chaque entreprise ce dont on a besoin pour faire son travail correctement changerait la donne et permettrait d'avoir d'autres perspectives d'avenir. C'est sur ces réflexions que nous encourageons les salariés à s'engager syndicalement.

A l'heure où se délitent nos acquis sociaux, avec l'accélération qui est donnée par le gouvernement sous l'égide du patronat, nous pensons que le dialogue entre salariés doit reprendre pour éviter de nouvelles dégradations. Que l'on soit pour ou contre une grève, pour ou contre une revendication, les idées doivent continuer de se confronter. Mais la perte de mémoire sur la façon dont nos acquis ont été gagnés est sûrement notre pire ennemie.

Reconstruire notre quotidien, réinventer un avenir meilleur, telle est la tâche qui nous attend.